



Etre rom en Bulgarie : les dangers d'une essentialisation des différences

Nadège Ragaru

► To cite this version:

Nadège Ragaru. Etre rom en Bulgarie : les dangers d'une essentialisation des différences. Grande Europe, 2010, 26, pp.1-5. <hal-01024136>

HAL Id: hal-01024136

<https://sciencespo.hal.science/hal-01024136v1>

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Etre rom en Bulgarie : les dangers d'une essentialisation des différences

Nadège Ragaru¹

Dans les imaginaires sociaux, les Roms relèvent tour à tour d'une vision exotisante et de l'ostracisme. Qu'il s'agisse de louer une authenticité parée des atours musicaux de la liberté bohémienne ou de stigmatiser les moeurs spécifiques d'un groupe à qui est prêté une « mobilité ontologique » (H. Asséo), l'on n'est jamais très loin d'une essentialisation de l'altérité qui procède par un double lissage : lissage du temps, d'abord, elle enferme les Roms dans une figuration contrainte de la marginalité ou de l'errance, incapable d'éclairer les constructions changeantes de leurs identifications et de leurs modes d'insertion économique et sociale. Le lissage est social et culturel ensuite, le regard extérieur homogénéisant des populations aux mosaïques identitaires complexes dont les trajectoires sociales ne se limitent pas au seul déclassement.

Si l'on souhaite se départir d'une lecture réifiante des enjeux roms en Bulgarie, il convient dès lors de contextualiser les mutations sociopolitiques intervenues depuis 1989. L'accentuation de la marginalisation des Roms n'y exclut pas l'existence de stratégies de survie actives, notamment à travers les migrations, pas plus qu'elle ne saurait dissimuler l'approfondissement des disparités internes aux communautés roms. Le second constat, préoccupant, est le durcissement des clivages entre Roms et non-Roms sous les effets croisés de processus locaux, nationaux et internationaux. Cette polarisation accentuée participe notamment d'une entreprise de réaffirmation des hiérarchies ethnoculturelles de la part de membres de la société majoritaire eux-mêmes précarisés.

L'approfondissement des clivages intercommunautaires, l'expression de plus en plus banalisée de la xénophobie ne résultent toutefois pas seulement de dynamiques locales. Ils entrent en interaction avec les formulations des questions roms dans les arènes européennes et internationales. Trois grilles de lectures se sont cristallisées, qui coexistent au prix de contradictions substantielles : les Roms ont été tour à tour pensés comme une *underclass* prisonnière d'une « culture de la pauvreté », envisagés comme les victimes de discriminations racialisantes et appréhendés à travers des questions migratoires, elles-mêmes déchiffrées au prisme de la sécurité. Aujourd'hui, les « problèmes publics » roms semblent être devenus l'un des lieux où se jouent le régime de (non ?)-circulation en Europe ainsi que les interrogations identitaires d'Etats d'autant plus séduits par les pratiques de contrôle administratif et de surveillance policière qu'ils soupçonnent, à l'heure de la globalisation, l'obsolescence de leur politique de nationalisation des espaces et des êtres.

I – Les inégalités et le déclassement social du post-communisme

Estimés entre 370 908 (4,7% de la population, recensement de 2001) et 500 000-800 000 (selon certains chercheurs)², les Roms de Bulgarie sont une population établie dans les Balkans depuis les XIII^e-XIV^e siècles qui a fait l'objet, à l'époque ottomane, d'une gestion souvent moins répressive que les Roms d'Europe centrale ou occidentale³. Dans l'Etat bulgare fondé en 1878, ces groupes jouissent cependant d'un statut social en moyenne inférieur à celui des Bulgares orthodoxes ; en milieu urbain, ils résident en outre dans un habitat souvent ségrégué. Porteurs d'un projet de

¹ Chargée de recherche CNRS au CERI-Sciences Po et enseignante à Sciences Po, email : ragaru@ceri-sciences-po.org

² Ce contraste ne saurait être interprété comme le produit d'une difficulté à collecter des « statistiques fiables » - même si la diversité des mobilités résidentielles, en Bulgarie comme à l'étranger, peut représenter un obstacle - mais plutôt comme une incapacité des catégories (langue, confession, ethnicité déclarée) et de pratiques du recensement à décrire des identifications contextuelles et interactives. Afin de se soustraire aux contrôles administratifs et d'éviter la stigmatisation des populations environnantes, une frange des Roms a, sur la moyenne durée, adopté des stratégies identitaires flexibles. Les mobilités sociales ascendantes s'accompagnent parfois aussi de la revendication d'identifications non roms (bulgare ou turque).

³ E. Marušiakova and V. Popov, *Gypsies in the Ottoman Empire*, Hatfield : University of Hertfordshire Press, 2001.

modernisation autoritaire non exempt de préjugés ethniques, les pouvoirs communistes s'emploient après 1944 à transformer les modes de vie roms. S'ils n'hésitent pas à recourir à la coercition (ils changeront ainsi de force les patronymes des Roms musulmans à la fin des années 1950), le bilan des décennies communistes n'est apparemment pas moins partagé : l'urbanisation-ouvriérisme de la main d'œuvre et l'enrôlement dans les coopératives agricoles suscitent une forme d'intégration, fût-ce au bas de l'échelle sociale, qui ne met cependant pas un terme à la territorialisation de l'ethnicité. Pour autant, à la fin des années 1980, le taux d'illettrisme n'est plus que de 10% (contre 81% en 1946) et 84% de la population rom âgée de 16 à 60 ans exerce un emploi⁴.

En raison de leur faible niveau de formation, de leur spécialisation professionnelle et des préjugés portés sur eux, les Roms sont parmi les premiers affectés, après la chute du communisme, par la fermeture des conglomérats industriels en ville, la liquidation des coopératives et la restitution des terres à la campagne (ils n'étaient quasiment jamais propriétaires avant 1944). Le développement d'un chômage de longue durée et l'érosion de l'ancienne protection sociale socialiste ont des répercussions dramatiques⁵. Les années 1990 voient émerger une génération de jeunes Roms dépourvus de qualification et d'expérience professionnelle : en 2000, 66% des Roms âgés entre 17 et 29 ans déclarent ainsi n'avoir jamais exercé d'emploi. Si le retour de la croissance, le rétablissement d'un système d'aide social assez fruste et la diversification des stratégies de survie ramènent à 48,3% le taux de chômage en 2007, les Roms continuent à souffrir du travail précaire (emploi intermittent, sans contrat, mal rémunéré). L'analphabétisme a regagné du terrain (18,1% en 2007) et l'on estime que chaque année de 15 000 à 33 000 élèves roms n'achèvent pas leur scolarité (*drop out*)⁶. Seuls 10% des jeunes seraient diplômés du secondaire contre 65% des Bulgares⁷.

A partir de la seconde moitié des années 1990, les pouvoirs bulgares ont tenté, sous la pression d'institutions et ONG européennes et internationales, de mettre en œuvre des politiques en faveur des Roms dans l'habitat et l'éducation. Mais leur bilan reste modeste, sinon controversé. Les transformations socio-économiques de l'après-1989, le développement d'un marché foncier privé dont les Roms sont largement exclus et certains des projets de rénovation urbaine (la construction de logements peu adaptés aux modes de vie et ressources des bénéficiaires et/ou accentuant leur relégation périphérique⁸) ont contribué à une spatialisation accrue des différences ethnoculturelles : entre 1989 et 2007, la part des Roms vivant en univers ségrégués serait passée de 40% à 78%⁹. À l'école, les mesures en faveur de la scolarisation des enfants (octroi d'une aide sociale aux parents les plus démunis, amélioration du transport public et nomination d'assistants) et de la déségrégation scolaire¹⁰ ne sont à ce jour pas parvenues à réduire sensiblement les disparités en matière d'accès à l'éducation.

Ce portrait d'une marginalisation socio-économique masque toutefois des configurations extrêmement différenciées, tant au sein des communautés roms que dans les relations entre Roms et non-Roms. Il convient d'abord de rappeler que, homogénéisés sous le regard extérieur (celui des populations environnantes ou, différemment, d'ONG et d'organisations internationales ayant promu une notion englobante de « Roms » dans laquelle maints *cigani* de Bulgarie ne se reconnaissent pas), les Roms sont des populations profondément diversifiées sur les plans confessionnel (orthodoxe,

⁴ I. Tomova, « The Roma in Bulgaria : Education and Employment », manuscrit, 2008.

⁵ La part des Roms chômeurs est passée de 30,2% en 1992 à 59,9% en 2001, des chiffres supérieurs à ceux enregistrés en milieu bulgare (respectivement 11,0% et 21,9%) et turc (19,8% et 39,0%).

⁶ N. Tilkidžiev et al., *Otpadaštite Romi. Izsledovatel'ski trud*, Sofia : Open Society, 2009, p.10.

⁷ Les phénomènes de déscolarisation précoce sont accentués par la barrière linguistique, la pauvreté, le déficit des transports publics. Les trajectoires des parents (souvent tôt déscolarisés) affectent en outre les perceptions de l'utilité sociale de l'école.

⁸ Sur le cas de Sofia, cf. M. Guest et A. Nacu, « Roms en Bulgarie, Roms en Roumanie – quelle intégration ? », *Méditerranée*, 110, 2008, esp. p.109-112.

⁹ I. Tomova, op. cit.

¹⁰ Bălgarski Helsinki Komitet, *Pek godini po-kāsno. Nepravitel'stveni proekti za desegregacija na romskoto obrazovanie v Bălgarija*, Sofia : BHK, 2006.

musulman, néo-protestant¹¹), linguistique (la maîtrise du romani, du bulgare, du turc ou du roumain n'excluant pas des formes de plurilinguismes) comme en termes d'ethnicité déclarée (tsigane, bulgare, turque, valaque, *millet*, etc.). L'on dénombre pas moins d'une soixantaine de sous-groupes en fonction des modes de vie, artisanats, pratiques résidentielles et formes d'endogamie. Cette diversité souligne les limites d'une vision des Roms comme « peuple sans Etat » promue, sur la scène internationale, par quelques intellectuels roms¹².

Sur le plan socio-économique, si la majorité des Roms a connu une paupérisation accélérée, une minorité s'est enrichie en investissant des niches entrepreneuriales parfois aux lisières de la légalité. En sont résultés, à l'intérieur même des *mahali* roms, des contrastes saisissants entre quelques vastes maisons à l'esthétique flamboyante, des habitats bricolés de carton et de taule ou des bâtiments préfabriqués socialistes très dégradés, sans que ces différences soient nécessairement médiatisées et/ou légitimées par des pratiques de redistribution envers les plus démunis. Les tensions internes aux ghettos urbains des grandes cités ont par ailleurs été aggravées par l'arrivée de Roms ayant quitté les campagnes (où environ 50% d'entre eux résidaient en 1992) dans l'espoir de trouver un emploi en ville. Leur présence a conféré une acuité nouvelle à la pénurie en infrastructures (accès à l'eau potable, à l'électricité, absence de routes asphaltées, etc.), mis à rude épreuve les solidarités familiales élargies et suscité le rejet de riverains non roms, souvent eux-mêmes précarisés. Confrontés à la marginalisation et au rejet, maints Roms ont tôt recherché une insertion dans des réseaux de mobilité internationale.

II – La mobilité comme ressource : les errements des discours sur le « nomadisme »

Fréquents sont, ces temps derniers, les écrits journalistiques et experts interprétant les mobilités post-communistes roms comme la continuation ou la réactivation d'un mode de vie nomade « traditionnel ». C'est omettre que, sur les terres bulgares, l'abandon des pratiques itinérantes remonte souvent aux XVIII^e-XIX^e siècles et que, lorsque les pouvoirs communistes décidèrent de sédentariser de force les derniers nomades à la fin des années 1950, ils n'en recensèrent que 14 000 sur une population estimée à 197 865 Roms¹³. Si l'on souhaite inscrire les mouvements contemporains dans une histoire plus longue, c'est plutôt du côté du *gurbet* ottoman (travail migrant saisonnier, souvent dans le secteur agricole ou la construction) qu'il faut rechercher sinon des savoir-faire, du moins des répertoires symboliques dans lesquels les migrants d'aujourd'hui peuvent puiser.

Les migrations roms ne diffèrent guère de celles des autres ressortissants bulgares dans leurs logiques (l'alliage entre une fragilisation socio-économique et l'inscription de la migration dans un horizon du possible) ou leurs modalités (mobilisation de capitaux sociaux et relationnels, réseaux d'entraide)¹⁴. Les premiers départs sont intervenus dès le début des années 1990 et ont souvent pris la forme de demandes d'asile politique dans des pays comme l'Allemagne ou la France. A partir de la seconde moitié de la décennie, les migrants s'orientent davantage vers l'Europe du Sud (Espagne, Italie, Grèce,...) où les perspectives d'emploi sont plus attractives. La levée des visas Schengen en avril 2001 marque une nouvelle étape : en autorisant des séjours de 90 jours dans les Etats signataires des Accords de Schengen, elle réduit le coût organisationnel et financier des déplacements et élargit la gamme des Roms ayant accès au mouvement. Si l'espoir d'une libéralisation des marchés du travail européens après l'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne (UE) en 2007 ne se réalise pas, 15

¹¹ M. Slavkova, *Ciganite evangelisti v Bălgarija*, Sofia : Paradigma, 2007.

¹² I. Tomova, « Konstruirane na romskata identičnost », *Sociologičeski problemi*, 3-4, 2005, p.187-214 ; N. Ragaru, « ONG et enjeux minoritaires en Bulgarie : au-delà de l'importation-exportation des modèles internationaux », *Critique internationale*, 40, 2008, p.27-50.

¹³ E. Marushiakova et V. Popov, « Les migrations des Roms balkaniques en Europe occidentale », *Balkanologie*, 11 (1-2), 2008, p.12.

¹⁴ Contre toute attente, les descendants de familles sédentarisées de longue durée prennent part à ces mouvements au même titre que les lignées de Roms autrefois itinérants. Il n'est d'ailleurs pas rare que les migrants roms et non-roms originaires d'un même village suivent des parcours identiques. En 2005, on estimait que 15,2% des Bulgares avaient au moins une expérience migrante.

des 27 Etats membres ayant appliqué des restrictions à l'égard de travailleurs bulgares ou roumains¹⁵, en tant que citoyens de l'Union les Roms de Bulgarie voient leur droit à la libre circulation et au libre séjour sur le territoire des Etats membres conforté, notamment en vertu de la directive 2004/38/CE : ils ne sont plus obligés de motiver leur visite, ni de faire état des ressources nécessaires à leur séjour.

Bien que certaines activités confèrent à leurs détenteurs une publicité source d'opprobre (la mendicité, la prostitution, le vol à la tire), dans leur majorité les migrations roms bulgares restent peu visibles, les Roms préférant euphémiser leur appartenance à travers des présentations de soi non singularisantes. La situation des Roms migrants roumains et bulgares vivant en périphérie parisienne dans des bidonvilles ou des squats¹⁶, brutalement exposée dans les media à l'été 2010, est loin de refléter la variété des expériences migrantes. Lorsqu'ils disposent des ressources relationnelles nécessaires, les Roms bulgares privilégient des formes d'insertion professionnelle (emplois agricoles saisonniers et/ou travail dans la construction pour les hommes ; services à domicile et ménages pour les femmes¹⁷) qui contribuent à leur relative invisibilisation. Ces parcours migratoires sont maillés de retours en Bulgarie au cours desquels les Roms, comme les autres migrants bulgares, sont appelés à énoncer dans les termes de la consommation ostentatoire ou de la prodigalité une « réussite » à l'Ouest toute relative.

On le voit, nous sommes ici bien loin des imaginaires culturalistes du vagabondage délinquant. Cette configuration n'a pas empêché les pouvoirs publics de plusieurs Etats européens, dont la France, de promouvoir une lecture du mouvement comme menace qui n'est pas sans évoquer la criminalisation des groupes mobiles au tournant du XX^e siècle et les premiers efforts de coordination internationale des pratiques policières de l'entre-deux-guerres¹⁸. Cette dénonciation de la dangerosité des migrants s'inscrit aussi dans une logique de sécuritarisation des enjeux sociaux que maints sociologues, à l'instar de Loïc Wacquant, ont depuis longtemps dénoncé. Avant que ne s'impose cette grille de lecture migratoire/sécuritaire des enjeux roms, d'autres prismes avaient été retenus par des acteurs européens et internationaux parfois réellement mus par le désir d'améliorer la situation des Roms. Dès le début des années 2000, plusieurs chercheurs avaient souligné les risques d'un traitement exclusif des problèmes roms en termes d'*underclass* ou de discriminations : la première optique conduisait à surhomogénéiser des trajectoires individuelles non univoques, tout en retirant aux Roms leur statut d'acteur. La seconde menaçait d'essentialiser la séparation entre Roms et non-Roms là où les démarcations avaient été historiquement plus fluides. Plus encore, elle portait en germes une ethnicisation de questions économiques et sociales à dimensions transcommunautaires¹⁹.

Venant s'ajouter aux effets incertains des politiques publiques inspirées par ces deux cadres d'analyse, l'actuelle stigmatisation du mouvement, adossée à des dispositifs d'identification à distance et des rapatriements collectifs²⁰, est vouée à encourager une mise à l'écart accrue des populations

¹⁵ La France a ouvert 62 métiers présentant des déficits de main d'œuvre aux ressortissants bulgares et roumains, mais adopté des dispositions dissuasives (demandes d'autorisation de travail, taxe prélevée auprès des employeurs, etc.). Fin 2007, le nombre des ressortissants bulgares et roumains en France était estimé à 36 000. Cf. Communication de la Commission, *Les répercussions de la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne*, Bruxelles, 18.11. 2008, COM/2008/0765 final.

¹⁶ A. Nacu, « Les Roms migrants en région parisienne : les dispositifs d'une marginalisation », *Revue européenne des migrations internationales*, 26(1), 2010, p.141-160.

¹⁷ M. Slavkova, « Being Gypsy in Europe. The Case of Bulgarian Roma Workers in Spain », *Balkanologie*, 11 (1-2), 2008.

¹⁸ H. Asséo, « L'invention des "nomades" en Europe au XX^e siècle et la nationalisation impossible des Tsiganes », in G. Noiriel (dir.), *L'identification des personnes. Genèse d'un travail d'État*, Paris, Belin, 2007, p.161-180.

¹⁹ M. Stewart, « Deprivation, the Roma and the 'underclass' », in : C. Hann (ed.), *Postsocialism: Ideas, Ideologies and Practices in Europe and Asia*, Londres : Routledge, 2001.

²⁰ Les expulsions de migrants originaires de Bulgarie et de Roumanie, en forte hausse depuis 2007, ont concerné plus de 12 000 personnes en 2009 (83 % de Roumains et 7 % de Bulgares). Cf. « Oscar : déni de citoyenneté européenne des Roms », 23.09.2010, <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article4083>; RomEurope, *Rapport sur la situation des Roms migrants en France*, Paris, 09. 2010,

roms. En plusieurs circonstances, des responsables français ont souligné leur attachement à l'insertion des Roms dans les Etats dont ils sont issus. Il aurait suffi qu'ils consultassent les pages des forums sur Internet pour voir combien leur politique encourage, en Bulgarie notamment, l'affichage de discours racistes longtemps tenus pour « politiquement incorrects » et désormais autorisés par le comportement d'un pays dont on avait cru qu'il s'identifiait à la défense des droits de l'homme.